

COMMISSION COMMUNAUTAIRE FRANÇAISE DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

[C – 2024/001470]

14 DECEMBRE 2023. — Arrêté 2023/2036 du Membre du Collège de la Commission communautaire française fixant la liste des modalités et des critères des interventions relatives aux aides à l'inclusion visées à la section 2 du chapitre III et à la section 8 du chapitre IV de l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 7 mai 2015 relatif aux prestations individuelles et aux aides à l'emploi des personnes handicapées

Le Membre du Collège chargé de la Politique d'Aide aux Personnes handicapées,

Vu le décret de la Commission communautaire française du 17 janvier 2014 relatif à l'inclusion de la personne handicapée, les articles 24 et 51, alinéa 1^{er} ;

Vu l'arrêté 2014/152 du Collège de la Commission communautaire française du 7 mai 2015 relatif aux prestations individuelles et aux aides à l'emploi des personnes handicapées portant application des articles 19,1^o et 48 du décret de la Commission communautaire française du 17 janvier 2014 relatif à l'inclusion de la personne handicapée, l'article 3, § 1^{er}, alinéa 1^{er} ;

Vu l'arrêté 2020/1989 du Membre du Collège de la Commission communautaire française du 18 décembre 2020 fixant la liste des modalités et des critères des interventions relatives aux aides à l'inclusion visées à la section 2 du chapitre III et à la section 8 du chapitre IV de l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 7 mai 2015 relatif aux prestations individuelles et aux aides à l'emploi des personnes handicapées ;

Vu le rapport d'évaluation de l'impact du présent arrêté sur la situation respective des femmes et des hommes du 2 octobre 2023 ;

Vu le rapport d'évaluation de l'impact du présent arrêté sur la situation des personnes handicapées du 2 octobre 2023 ;

Vu l'avis de la Section " Personnes handicapées " du Conseil consultatif bruxellois francophone de l'aide aux personnes et de la santé, donné le 8 novembre 2023 ;

Vu le courrier adressé au Comité ministériel de concertation intra-francophone en matière de soins de santé et d'aide aux personnes, en date du 18 décembre 2023 ;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 24 novembre 2023 ;

Vu l'accord de la Membre du Collège chargée du Budget, donné le 14 décembre 2023 ;

Considérant que l'accord du Gouvernement francophone bruxellois stipule ce qui suit :

"Les partenariats entre la COCOF et la COCOM seront renforcés sur les politiques du social, de la santé, des personnes handicapées et de l'accueil des primo-arrivants ainsi qu'avec la Région de Bruxelles-Capitale en ce qui concerne les politiques ciblées de formation professionnelle."

"Afin de mieux rencontrer l'ensemble des besoins de la population, il sera nécessaire de développer différentes pistes pour assurer une plus grande cohérence dans les politiques et limiter autant que possible les freins liés aux contraintes institutionnelles bruxelloises :

- au départ des politiques et des plans existants, organiser des états généraux de la santé et du social bruxellois (...)* ;
- entamer un travail de coordination législative entre la COCOF et la COCOM afin que les textes se complètent et envisager la rédaction d'un accord cadre afin de structurer la coopération entre le Service public francophone bruxellois, Iriscare et les Services du Collège réuni ;*
- inciter les acteurs du social et de la santé à collaborer davantage afin d'apporter une réponse globale aux besoins des bénéficiaires."*

"Un accord de coopération relatif aux aides à la mobilité a constitué un premier pas (encore trop peu lisible) dans la direction d'une simplification et d'une harmonisation de l'accès des personnes handicapées aux aides individuelles. Il faut poursuivre dans ce sens d'autant plus que ces aides permettent à leurs bénéficiaires de rester plus longtemps autonomes et freinent donc l'institutionnalisation. Dans ce but, cette matière sera transférée vers la COCOM qui exercera seule cette compétence sur le territoire bruxellois (après adoption d'une réglementation propre établie en étroite concertation avec les autres entités compétentes actuellement). Dès que la Région aura mis en œuvre un régime de prime de soutien spécifique aux employeurs pour les travailleurs en situation de handicap, la COCOF éteindra le cadre consacré à cette compétence."

Que par ailleurs et dans la même lignée, la déclaration de politique générale commune au Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale et au Collège réuni de la Commission communautaire commune (2019-2024) stipule : *"La compétence des aides individuelles aux personnes handicapées sera activée dans la perspective de son exercice le plus cohérent possible sur le territoire bruxellois."*

Que de ce fait, dans un souci de rationalisation et dans la perspective de mettre en place un guichet unique, l'activation des aides individuelles par la COCOM se fera à la date du 1^{er} janvier 2024 via IRISCARE, compétent en matière de politique aux personnes handicapées.

Que le présent projet d'arrêté a pour objet de faire entrer en vigueur une nouvelle liste des modalités et des critères des interventions relatives aux aides à l'inclusion visées à la section 2 du chapitre III et à la section 8 du chapitre IV de l'arrêté du Collège du 7 mai 2015 susmentionné ; de laquelle sont soustraites toutes les aides matérielles activées auprès d'IRISCARE.

Arrête :

Article 1^{er}. Le présent arrêté règle une matière visée à l'article 128 de la Constitution, en application de l'article 138 de la Constitution.

Art. 2. Pour l'application du présent arrêté et son annexe, il faut entendre par :

1^o : *" L'arrêté 2014/152 du 7 mai 2015 » : l'arrêté 2014/152 du Collège du 7 mai 2015 de la Commission communautaire française relatif aux prestations individuelles et aux aides à l'emploi des personnes handicapées portant application des articles 19,1^o et 48 du décret de la Commission communautaire française du 17 janvier 2014 relatif à l'inclusion de la personne handicapée ;*

2° : “ L’arrêté 2020/1989 du 18 décembre 2020 » : l’arrêté 2020/1989 du Membre du Collège de la Commission communautaire française du 18 décembre 2020 fixant la liste des modalités et des critères des interventions relatives aux aides à l’inclusion visées à la section 2 du chapitre III et à la section 8 du chapitre IV de l’arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 7 mai 2015 relatif aux prestations individuelles et aux aides à l’emploi des personnes handicapées.

Art. 3. Conformément à l’article 3, § 1^{er}, alinéa 1^{er} de l’arrêté 2014/152 du 7 mai 2015, les modalités et les critères concernant les interventions visées à la section 2 du chapitre III et à la section 8 du chapitre IV du même arrêté sont fixés dans la liste figurant en annexe du présent arrêté.

Art. 4. L’arrêté 2020/1989 du 18 décembre 2020 est abrogé le 31 décembre 2023.

Art. 5. Par dérogation à l’article 4, les modalités et critères figurant dans l’Annexe de l’arrêté 2020/1989 du 18 décembre 2020 continuent à s’appliquer :

1° A toutes les demandes d’intervention introduites avant le 1^{er} janvier 2024 ;

2° Aux demandes d’intervention relatives aux aides visées au point 4.1 de l’Annexe à l’arrêté 2020/1989 du 18 décembre 2020, ainsi qu’aux demandes de réparation liées à ces aides, réceptionnées après le 31 décembre 2023 et jusqu’au 30 juin 2024, à condition que ces demandes soient accompagnées d’une décision du Médecin-conseil de la mutuelle dont la date est antérieure au 1^{er} janvier 2024 ;

3° Aux demandes d’intervention relatives aux aides visées aux points 4.1 et 4.2 de l’Annexe à l’arrêté 2020/1989 du 18 décembre 2020, ainsi qu’aux demandes de réparation liées à ces aides, réceptionnées après le 31 décembre 2023 et jusqu’au 30 juin 2024, à condition que ces demandes soient accompagnées d’une facture se rapportant à un achat ou à une prestation réalisée moins de 6 mois avant le 1^{er} janvier 2024.

Art. 6. Les décisions individuelles notifiées restent valables jusqu’à leur date d’échéance et, à défaut de date d’échéance, jusqu’au 31 décembre 2023.

Art. 7. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} janvier 2024.

Bruxelles, le 14 décembre 2023.

Pour le Collège :

R. VERVOORT

Membre du Collège chargé de la Politique d’Aide aux personnes handicapées

Annexe à l'arrêté 2023/2036 du Membre du Collège de la Commission communautaire française fixant la liste des modalités et des critères des interventions relatives aux aides à l'inclusion visées à la section 2 du chapitre III et à la section 8 du chapitre IV de l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 7 mai 2015 relatif aux prestations individuelles et aux aides à l'emploi des personnes handicapées

1. Dispositions générales

- 1.1. Chaque fois qu'il est mentionné « Service PHARE » dans la présente Annexe, il convient d'entendre « Directeur d'administration du Service PHARE ».
- 1.2. Si la personne a obtenu une intervention auprès d'une autre entité fédérée ou du pouvoir fédéral, elle ne peut pas obtenir une intervention pour couvrir la même dépense auprès du Service PHARE.
- 1.3. Un rapport médical complémentaire peut être demandé par le médecin du Service PHARE si les données médicales à sa disposition ne sont pas suffisantes.

Lorsqu'il est fait mention d'un pourcentage de handicap minimum dans les critères médicaux, le calcul de celui-ci se base sur le Barème Officiel Belge des Invalidités (BOBI).

- 1.4. Les montants maxima ou de référence figurant dans la présente liste sont indiqués hors T.V.A, sauf spécification contraire.
- 1.5. Les frais afférents à la livraison, à l'installation ainsi que la taxe récupel sont intégrés dans les montants maxima de la présente liste.
- 1.6. Une seule intervention pourra être accordée lorsque deux matériels remplissent la même fonction et la même finalité.
- 1.7. Le Service PHARE n'accorde pas d'intervention pour du matériel relatif à la sécurité, sauf s'il est rendu obligatoire par une réglementation régionale ou fédérale.
- 1.8. Sans préjudice de dispositions contraires figurant dans les points qui suivent, un renouvellement anticipé du matériel repris dans la présente liste peut être accordé dans l'une des situations suivantes :
 - soit lorsque le matériel visé ne répond plus aux besoins spécifiques de la personne. Dans ce cas, la demande d'intervention doit être accompagnée d'un rapport détaillé justifiant l'évolution de la situation de la personne ;
 - soit lorsque le matériel n'est pas réparable ou que le coût de la réparation est disproportionné par rapport à celui d'un nouveau matériel équivalent. Cette condition doit être justifiée par une attestation du fournisseur établie préalablement à l'achat du nouveau matériel.

Aucun renouvellement ne peut être accordé dans les situations suivantes :

- au cours de la période couverte par une garantie : deux ans à partir de la date d'achat ou plus en cas d'extension de garantie, sauf si une attestation du vendeur prouve que le dégât matériel n'est pas couvert par la garantie ;
- durant le délai minimum mentionné s'il est établi que la cause de l'irréparabilité provient d'une négligence de l'utilisateur.

Le délai de renouvellement est incompressible en ce qui concerne les ordinateurs et les tablettes.

Les délais de renouvellement mentionnés pour certaines aides sont déterminés sur base de la date de facturation de la prestation précédente.

1.9. Si la prestation doit être remplacée ou réparée suite à un sinistre ou un vol, la nouvelle demande d'intervention doit être accompagnée d'un document probant de la compagnie d'assurance ou du procès-verbal de la police. L'intervention portera uniquement sur la part des éventuels frais supplémentaires aux montants couverts par l'assurance.

Dès lors, la personne ou l'employeur est tenu de prendre les dispositions nécessaires en matière d'assurance et d'en fournir la preuve. A défaut, le Service PHARE n'accordera aucune intervention.

Ce point n'est pas d'application pour le point 2.4 de la liste (adaptation d'une voiture) : si le véhicule doit être réparé ou remplacé à la suite d'un sinistre ou d'un vol, aucune intervention ne pourra être accordée.

1.10. Lorsqu'une intervention est sollicitée dans le cadre de l'adaptation du poste de travail ou de l'environnement de travail, il sera fait application des dispositions de l'arrêté 2014/152, en sa section 8.

2. Adaptation du poste de travail et de l'environnement de travail

Pour toute demande relative à une adaptation du poste de travail et de l'environnement de travail il est nécessaire de fournir :

- soit une copie du contrat d'adaptation professionnelle ou du contrat de travail, accompagnée d'une note de l'employeur certifiant que le type de matériel demandé n'est pas fourni aux travailleurs exerçant une fonction équivalente ;

- soit une attestation d'inscription à une formation professionnelle dans un centre accompagné d'une note du centre de formation certifiant que le centre ne dispose pas du matériel demandé.

2.1 Logiciels liés à la fonction de prothèse d'écriture

Conditions médicales

Sur base des éléments du dossier médical, la personne doit présenter : une déficience fonctionnelle importante au niveau des membres supérieurs empêchant l'écriture manuelle ainsi que les gestes de la vie quotidienne nécessitant un usage de ses deux mains : diminution de force, spasticité, troubles de la coordination et/ou de la sensibilité, affection articulaire, déformation morphologique, dyspraxie sévère...

Conditions administratives

La demande doit être accompagnée des documents suivants :

- un justificatif précisant l'utilisation de la prestation demandée ;
- deux devis détaillés provenant de fournisseurs différents ;
- une attestation d'essai établie par un service spécialisé (pour une première demande), précisant que le matériel a été testé et convient à la personne.

Conditions particulières

L'intervention ne couvre en aucun cas le coût du raccordement à un réseau ni le coût d'utilisation (abonnement).

Modalités : intervention dans le coût limitée à :

Logiciels liés à la fonction de prothèse d'écriture	500 euros
---	-----------

2.2. Matériels spécifiques pour personnes aveugles ou malvoyantes

2.2.1. Ordinateur avec utilisation de logiciels spécialisés

Conditions médicales

Sur base des éléments du dossier médical, la personne doit présenter une altération grave de la vue malgré une correction optique au meilleur œil attestée par un ophtalmologue ou par un bilan fonctionnel stipulant que la personne présente une déficience visuelle rendant impossible l'écriture ou la lecture sans l'usage d'un ordinateur ou d'une tablette.

Conditions fonctionnelles

Le Service PHARE peut accorder une intervention pour l'achat d'un ordinateur si la compatibilité de l'ordinateur avec l'utilisation de logiciels visant à compenser un handicap visuel se révèle indispensable pour lui permettre de mener son activité professionnelle.

Conditions administratives

La demande doit être accompagnée des documents suivants :

- un justificatif précisant l'utilisation de la prestation demandée ;
- deux devis détaillés comparatifs établis par des fournisseurs différents.

Conditions particulières

L'intervention ne couvre en aucun cas :

- les coques de protection, les housses ou sacs de transport, les disques durs externes, les clés USB et autres matériels non spécifiques au handicap ;
- le coût du raccordement à un réseau ni le coût d'utilisation (abonnement).

L'intervention pour un ordinateur n'est pas cumulable avec une intervention pour une tablette, ni pour l'achat d'un second ordinateur pour travailler à un second poste de travail.

Il n'y a pas d'intervention en matière de frais d'entretien et de réparation.

Délai de renouvellement : 5 ans

Modalités : intervention dans le coût limitée à

Ordinateur ou tablette – compatible avec des logiciels visant à compenser un handicap visuel	700 euros
--	-----------

2.2.2. Ecran supérieur à 19 pouces

Conditions médicales

Sur base des éléments du dossier médical, la personne doit présenter une altération grave de la vue malgré une correction optique au meilleur œil attestée par un ophtalmologue ou par un bilan fonctionnel stipulant que la personne présente une déficience visuelle rendant impossible la lecture sans l'usage d'un écran supérieur à 19 pouces.

Conditions administratives

La demande doit être accompagnée des documents suivants :

- un justificatif précisant l'utilisation de la prestation demandée ;
- deux devis détaillés comparatifs établis par des fournisseurs différents.

Conditions particulières

Il n'y a pas d'intervention en matière de frais d'entretien et de réparation.

Délai de renouvellement : 5 ans

Modalités : intervention dans le coût limitée à

Ecran supérieur à 19 pouces	175 euros
-----------------------------	-----------

2.2.3. Vidéo-loupes et loupes**Conditions médicales**

Sur base des éléments du dossier médical, la personne doit présenter une altération grave de la vue malgré une correction optique au meilleur œil attestée par un ophtalmologue ou par un bilan fonctionnel stipulant que la personne présente une déficience visuelle rendant impossible la lecture sans l'usage d'une ou plusieurs des prestations reprises ci-dessous.

Conditions administratives

La demande doit être accompagnée des documents suivants :

- un justificatif précisant l'utilisation de la prestation demandée ;
- un devis détaillé ;
- une attestation d'essai établie par un service spécialisé (pour une première demande).

Modalités : intervention dans le coût limitée à

Vidéo-loupe classique	4.300 euros
Vidéo-loupe avec fonction double caméra	6.450 euros
Vidéo-loupe parlante	4.500 euros
Loupe électronique avec écran	1.200 euros
Loupe électronique de poche	650 euros

Délai de renouvellement : 5 ans

2.2.4. Autres matériels spécifiques**Conditions médicales**

Sur base des éléments du dossier médical, la personne doit présenter une altération grave de la vue malgré une correction optique au meilleur œil attestée par un ophtalmologue ou par un bilan fonctionnel stipulant que la personne présente une déficience visuelle rendant impossible l'écriture ou la lecture sans l'usage d'une ou plusieurs des prestations reprises ci-dessous.

Conditions administratives

La demande doit être accompagnée des documents suivants :

- un justificatif précisant l'utilisation de la prestation demandée ;
- un devis détaillé ;
- une attestation d'essai établie par un service spécialisé (pour une première demande).

Modalités : intervention dans le coût limitée à

Barrette Braille version 40 ou 44 cellules	5.900 euros
Barrette Braille version 80 cellules	12.100 euros
Bloc-notes électronique avec synthèse vocale	8.000 euros

Bloc-notes électronique avec synthèse vocale et logiciel de lecture d'écran	11.000 euros
Dictaphone	350 euros
Imprimante Braille	3.750 euros
Logiciel de lecture d'écran	
- avec sortie vocale, braille et/ou logiciel d'agrandissement	2.000 euros
- version professionnelle	2.800 euros
Synthèse vocale	500 euros
Logiciel d'agrandissement	660 euros
Logiciel de reconnaissance des caractères	170 euros
Logiciel de reconnaissance vocale	150 euros
Lecteur de livres	300 euros
Machine à lire (non cumulable avec un logiciel de reconnaissance de caractères)	2.500 euros

2.3. Matériels spécifiques pour personnes sourdes ou malentendantes

Conditions médicales

- Sur base des éléments du dossier médical, la personne doit présenter des difficultés graves pour écouter qui justifient l'utilisation du matériel, attestées par un rapport d'un service d'audiophonologie.
- Pour les systèmes d'amplification de son, la personne doit présenter une diminution auditive moyenne de 60 dB au moins à la meilleure oreille, sans appareillage.

Conditions administratives

La demande doit être accompagnée des documents suivants :

- un justificatif précisant l'utilisation de la prestation demandée ;
- un devis détaillé ;
- une attestation d'essai (sauf en cas d'impossibilité).

Délai de renouvellement : 5 ans

2.3.1. Systèmes de communication

Modalités : intervention dans le coût limitée à

Système FM	2.500 euros
Aide à l'écoute avec ou sans interface et combinables avec appareils auditifs ou implants	500 euros
Système d'amplification de son : boucle magnétique, téléphones amplifiés avec ou sans fil	260 euros
Système de visiophonie pour téléphone portable ou ordinateur ou tablette	150 euros

2.3.2. Systèmes d'avertissement

Modalités : intervention dans le coût limitée à

Emetteur cri bébé	200 euros
Emetteur / récepteur avec signaux visuels et / ou vibrants	220 euros
Flash (avec ou sans prise) - par unité	140 euros
Emetteur sonnette de porte	90 euros
Bouton émetteur sonnette de porte	110 euros
Emetteur incendie	140 euros
Vibrateur de poche	180 euros

2.4. Adaptation d'une voiture utilisée comme outil de travail

Conditions médicales

Sur base d'éléments du dossier médical, la personne doit présenter une déficience justifiant l'adaptation.

Conditions administratives

La demande doit être accompagnée des documents suivants :

- une justification de la nécessité de l'usage d'un véhicule dans le cadre de ses fonctions ;
- une copie du contrat de travail
- Une copie du certificat d'immatriculation ou du bon de commande du véhicule ;
- Un devis détaillé ;
- Un rapport du Centre belge d'Adaptation à la Route pour Automobilistes handicapés (C.A.R.A.), sauf pour les adaptations permettant l'accès au véhicule visées au point 2.4.3. ;
- Si le demandeur conduit le véhicule, une copie de son permis de conduire adapté qui reprend les conditions et/ou restrictions ainsi que les adaptations.

Conditions particulières

Aucune intervention n'est accordée pour une adaptation existante sur un véhicule acheté d'occasion. Sans préjudice d'une justification fonctionnelle dûment motivée, aucune intervention n'est octroyée pour les commandes à distance standard, le verrouillage central des portes, les vitres électriques, les rétroviseurs électriques et la climatisation du véhicule. Si le demandeur est passager, la demande ne peut porter que sur les aménagements de l'accès au véhicule.

De manière exceptionnelle et justifiée, le surcoût d'une boîte automatique pourra être prise en compte ; pour autant que l'employeur ne possède pas ce type d'équipement dans les véhicules mis à disposition du personnel.

Délai de renouvellement

- 7 ans pour les adaptations effectuées sur un véhicule âgé de moins de 4 ans ;
- 3 ans pour les adaptations effectuées sur un véhicule comptant 4 ans et plus.

En cas de changement de véhicule avant le délai indiqué, une intervention pour le renouvellement de l'adaptation est susceptible d'être accordée à condition que :

- le Service PHARE ait marqué son accord préalablement au changement de véhicule ;
- et que ce changement soit justifié par un usage intensif ou par une aggravation du handicap attestée par un rapport médical ou par une modification du contexte de vie personnel.

En aucun cas, l'intervention ne sera accordée si la voiture n'a pas atteint au moins 150.000 km.

Si le véhicule doit être réparé ou remplacé à la suite d'un sinistre ou d'un vol, l'adaptation ne sera pas prise en charge une deuxième fois. La personne doit donc prendre les dispositions nécessaires en matière d'assurance.

Entretien et réparation

- aucune intervention n'est octroyée pour l'entretien des adaptations voitures mentionnées aux points 2.4.1, 2.4.2 et 2.4.3 ;
- seul le coût des réparations ponctuelles (hormis la transmission automatique) est envisageable dans les conditions prévues au point 2.7 de la présente annexe.

Modalités

A partir de 4 ans d'âge du véhicule, le montant de l'intervention est diminué de 20 % par année.

La diminution maximale d'intervention est de 60 %.

Cette diminution n'est pas appliquée aux adaptations réalisées avec du matériel amovible et récupérable sur un autre véhicule. Dans ce cas, le délai de renouvellement est de 7 ans, indépendamment de l'âge du véhicule.

Pour déterminer l'âge du véhicule, il est tenu compte de la date de sa 1^{ère} mise en circulation.

Le Service PHARE peut refuser une adaptation qui n'apparaît pas suffisamment fonctionnelle au quotidien sur base de :

- l'âge et/ou le degré d'usure du véhicule, comme les ancêtres ;
- nouvelles normes de circulation. Pas d'adaptation pour un véhicule ne respectant pas les normes européennes d'émission.

Pour obtenir l'intervention, la personne doit produire une copie de l'attestation d'homologation du véhicule transformé établie conformément aux dispositions réglementaires applicables en la matière.

Intervention dans le coût limitée à

Pour les adaptations de la voiture, le montant total d'intervention accordé sur base du point 2.4. ne peut dépasser 30.000 euros, en ce compris les interventions qui auraient été accordées sur base de l'article 3 § 2 de l'arrêté 2014/152.

Le paiement du montant de l'intervention est subordonné à la production d'une copie du certificat de réception européen ou de réception individuelle établi par Service Public Fédéral Mobilité et Transport.

2.4.1. Adaptation de la conduite

Accélérateur et freins sous le volant (système mécanique)	1.250 euros
Accélérateur et freins sous le volant (système pneumatique)	2.150 euros
Commandes d'accélérateur et de freins sur le volant (système mécanique)	1.800 euros
Commandes d'accélérateur et de freins sur le volant (système électronique)	2.700 euros
Transmission automatique	900 euros
Déplacement de la pédale d'accélérateur	280 euros
Pédale d'accélérateur et/ou de freins rabattables/démontables	260 euros
Déplacement des commandes électriques	1.850 euros
Boule vissée au volant	50 euros
Cache-pédale	200 euros

2.4.2. Adaptations pour fonctions secondaires

Réglage électrique du siège conducteur	800 euros
Siège ergonomique pour conducteur	1.500 euros
Ceinture de type harnais	230 euros

2.4.3. Différentes adaptations permettant à la personne d'accéder au véhicule

Le montant total d'intervention pour les différentes adaptations permettant à la personne d'avoir accès au véhicule ne peut dépasser 9.000 euros.

Accès au véhicule

Siège pivotant	1.000 euros
Siège pivotant sortant	1.250 euros
Lève-personne pour voiture (non prévu pour le fauteuil roulant)	2.900 euros

Accès au véhicule avec le fauteuil roulant

Plateau élévateur en porte arrière ou latérale	5.800 euros
Rampes d'accès coulissantes ou non, fixées au véhicule	770 euros
Rails et kit de fixation	970 euros

Adaptation de la structure du véhicule pour augmenter son accessibilité

Abaissement du plancher arrière	7.450 euros
Rehaussement du toit	700 euros
Aplanissement du plancher	700 euros

Aides pour le chargement d'un fauteuil roulant à l'intérieur de la voiture

Chargement dans le coffre par bras manipulateur pour fauteuil roulant manuel pliant	1.850 euros
Chargement dans le coffre par bras manipulateur pour fauteuil roulant électrique	3.000 euros
Chargement dans l'habitacle par bras manipulateur + modification portière	5.600 euros

2.5. Aménagement immobilier et mobilier**2.5.1. Construction ou transformation du lieu de travail****Conditions médicales**

Sur base d'éléments du dossier médical, la personne doit présenter :

- soit une déficience locomotrice dont l'importance justifie la demande ;
- soit une déficience neurologique dont l'importance justifie l'aménagement demandé ;
- soit une déficience cardio-pulmonaire dont l'importance justifie la demande.

Conditions administratives

La demande doit être accompagnée des documents suivants :

- un justificatif précisant l'utilisation de la prestation demandée ;
- deux devis détaillés ;
- un accord écrit du propriétaire sur les adaptations à effectuer.

Les travaux doivent être réalisés sur le lieu de travail du demandeur.

Les prescriptions en matière d'urbanisme ainsi que les normes techniques en matière d'accessibilité des bâtiments aux personnes handicapées édictées par la Région bruxelloise doivent être respectées.

Le Service PHARE peut demander une preuve ou effectuer une visite des lieux.

En cas d'adaptation d'un bâtiment neuf, le Service PHARE interviendra uniquement pour la différence entre le matériel de base tel que mentionné dans le catalogue de l'entrepreneur et le coût de l'installation adaptée.

Modalités

L'intervention ne peut dépasser le montant maximum de 12.000 euros. Elle n'est accordée qu'une seule fois.

Elle peut être fractionnée.

Le Service PHARE peut sur demande du bénéficiaire et après la notification de la décision d'intervention, intervenir dans le remboursement de la facture d'acompte, à concurrence de 30 % maximum du montant accordé.

Entretien et réparation

Aucune intervention n'est accordée pour l'entretien et la réparation de construction ou transformation de bâtiment à usage professionnel.

Intervention dans le coût limitée à

Adaptation ou création d'un WC	2.000 euros
Adaptation ou création d'un lavabo	2.000 euros
Création, adaptation ou réagencement de pièces	4.000 euros
Elargissement d'une baie de porte avec placement de porte coulissante	1.300 euros par porte

2.5.2. Dispositif de changement de niveau

Conditions médicales

Sur base des éléments du dossier médical, la personne doit présenter :

- soit une déficience locomotrice importante ;
- soit une déficience neurologique importante ;
- soit une déficience cardio-pulmonaire importante.

Conditions administratives

La demande doit être accompagnée des documents suivants :

- un rapport justifiant le choix et le placement de l'appareil au vu de la configuration du lieu de travail du demandeur ;
- deux devis détaillés minimum ;
- un accord écrit du propriétaire sur les adaptations à effectuer ;
- une attestation établie par un organisme de contrôle agréé spécifiant le respect des normes de sécurité et de conformité en vigueur. A cet égard, l'appareil doit :
 - être pourvu de la certification « CE » ;
 - être accompagné de la déclaration CE de conformité établie par le fabricant ;
 - pour le placement d'un ascenseur un accord écrit du service de l'urbanisme compétent autorisant l'installation de celui-ci.

Pour les dispositifs de changement de niveau, le paiement du montant d'intervention est subordonné à la production de l'attestation de mise en service réalisée par un organisme agréé après leur installation.

2.5.2.1. Ascenseur ou plates-formes élévatrices

Modalités : intervention dans le coût limitée à

Systèmes en X pour petites élévations	3.600 euros
Systèmes pour élévations jusqu'à 3 m	12.350 euros
Systèmes pour élévations supérieures à 3 m ou ascenseur	17.800 euros
Travaux d'aménagement liés au placement de la plate-forme ou de l'ascenseur	1.750 euros

2.5.2.2. Monte-escaliers

Le Service PHARE se réserve le droit de demander une attestation d'essai.

Modalités : intervention dans le coût limitée à

Monte-escaliers avec siège desservant un étage (droit ou avec une ou deux courbes)	7.650 euros
Monte-escaliers avec siège desservant plus d'un étage	11.200 euros
Monte-escaliers avec plate-forme pour fauteuil roulant	13.650 euros

2.5.2.3. Monte-escaliers transportable pour fauteuil roulant

L'appareil doit servir sur le lieu de travail du demandeur.

Une attestation d'essai doit être fournie.

Modalités : intervention dans le coût limitée à

Monte-escaliers transportable pour fauteuil roulant	5.250 euros
---	-------------

2.5.2.4. Rampes d'accès amovibles

Une attestation d'essai doit être fournie.

Modalités : intervention dans le coût limitée à

Rampes d'accès amovibles	880 euros
--------------------------	-----------

2.5.3. Dispositifs d'ouverture et de fermeture de portes**Conditions médicales**

Sur base des éléments du dossier médical, la personne doit présenter :

- soit une déficience locomotrice importante ;
- soit une déficience neurologique importante ;
- soit une déficience cardio-pulmonaire importante.

Conditions administratives

La demande doit être accompagnée des documents suivants :

- un justificatif précisant l'utilisation de la prestation demandée ;
- deux devis ;
- un accord écrit du propriétaire sur les adaptations à effectuer.

2.5.3.1. Commande d'ouverture et de fermeture à distance de la porte de garage**Conditions générales**

La personne doit être conductrice d'un véhicule.

Si elle ne l'est pas, le garage doit constituer pour elle le seul accès possible au lieu de travail.

Modalités : intervention dans le coût limitée à

Commande d'ouverture et de fermeture à distance de la porte de garage	710 euros
---	-----------

2.5.3.2. Commande d'ouverture et de fermeture à distance de la porte d'entrée**Modalités : intervention dans le coût limitée à**

Ouverture avec parlophone	710 euros
Motorisation avec commande électronique et verrouillage	2.050 euros

2.5.4. Equipement complémentaire**Conditions générales**

Il s'agit de matériels ou d'objets qui s'unissent ou s'incorporent au bâtiment d'une manière durable et habituelle, à l'exception des aménagements immobiliers et mobiliers faisant l'objet des points 2.5.1 ; 2.5.2. ; 2.5.3.

Conditions médicales

Sur base des éléments du dossier médical, la personne doit présenter un handicap dont la nature et la gravité justifient l'équipement.

Conditions administratives

La demande doit être accompagnée des documents suivants :

- un justificatif précisant l'utilisation de la prestation demandée ;
- un devis détaillé ;
- un accord écrit du propriétaire sur les adaptations à effectuer.

Dans le cas d'une installation de rampe fixe sur le trottoir, l'accord du service de l'urbanisme compétent est requis.

Modalités

Le montant maximum prévu n'est accordé qu'une seule fois par employeur. Ce montant peut être fractionné en plusieurs interventions.

Intervention dans le coût limitée à

Montant total des interventions pour les différents équipements	2.000 euros
---	-------------

2.6. Petit équipement

Conditions particulières

L'intervention du Service PHARE porte sur du petit matériel adapté au handicap et indispensable pour procurer une autonomie accrue dans la vie professionnelle de la personne.

Le Service PHARE n'intervient pas pour du matériel d'usage courant ni pour du matériel adapté qui ne présente aucun surcoût par rapport au même matériel non adapté.

Conditions médicales

Sur base des éléments du dossier médical, la personne doit présenter des limitations fonctionnelles importantes découlant de sa déficience et une incapacité à effectuer certaines tâches professionnelles sans l'aide technique sollicitée.

Conditions administratives :

La demande doit être accompagnée des documents suivants :

- un justificatif précisant l'utilisation de la prestation demandée ;
- un devis détaillé.

Modalités

Intervention dans le coût unitaire ou dans le supplément de coût par rapport au produit de base d'un équipement utilisable par une personne valide.

Intervention dans le coût limitée à

Coût unitaire ou le supplément de coût par rapport au produit de base ne peut être supérieur à	150 euros
Par demandeur, le montant total des interventions pour le petit équipement ne peut dépasser par période de 5 ans minimum à compter de la date de la première facture liquidée.	1.000 euros

2.7. Entretien et réparations de certaines aides

Conditions générales

Une intervention pour l'entretien ou la réparation peut être accordée pour une prestation qui a fait l'objet d'une prise en charge par le Service PHARE ou qui aurait pu l'être.

Aucune intervention ne peut être accordée pour les éléments suivants :

- ordinateurs ou tablettes ;
- transmission automatique dans la voiture ;
- construction ou transformation du lieu de travail.

Modalités

Pour les entretiens et les réparations des dispositifs de changement de niveau :

- lorsqu'un contrat d'entretien et / ou de réparation a été conclu, une copie de ce(s) contrat(s) est jointe à la demande ;
- le paiement du montant de l'intervention est subordonné à la production d'un document établi et signé par l'agent de la firme attestant qu'il a effectivement réalisé les entretiens et les réparations et contresigné par le demandeur ;
- en l'absence de contrat d'entretien ou de réparation, les prestations doivent être décrites soit sur la facture, soit sur tout document probant annexé à celle-ci.

2.7.1. Entretien

On entend par « entretien » : la révision planifiée nécessaire et les interventions techniques assurant le fonctionnement optimal du matériel.

Conditions particulières

L'entretien concerne exclusivement :

- les ascenseurs et les plates-formes élévatrices ;
- les monte-escaliers.

Modalités : intervention annuelle dans le coût de l'entretien limitée à

Entretien	10 % de la valeur d'intervention dans l'achat, accordé sur une base annuelle
-----------	--

2.7.2. Réparation

On entend par « réparation » : les interventions techniques nécessaires pour remédier au(x) problème(s) lié(s) au bon fonctionnement du matériel, moyennant le remplacement éventuel des pièces défectueuses ou usées.

Condition particulière

Le Service PHARE n'intervient pas pour la réparation d'un matériel qui peut être prise en charge dans le cadre de la garantie du vendeur.

Lorsque le dégât ne peut donner lieu à intervention durant la période couverte par la garantie - deux ans à partir de la date d'achat ou plus en cas d'extension de garantie -, une attestation du vendeur stipulant qu'il ne prend pas en charge la réparation sera jointe à la demande d'intervention.

Modalités : intervention dans le coût de la réparation limitée à

Réparation	40 % de la valeur d'intervention dans l'achat, accordé sur la durée totale d'utilisation de l'aide
------------	--

3. Dispositions relatives aux aides matérielles**3.1. Accompagnement pédagogique****Conditions médicales**

Sur base des éléments du dossier médical, la personne doit présenter une ou plusieurs des pathologies suivantes :

- une déficience visuelle et / ou auditive ;
- une lésion neurologique centrale ;
- un trouble du spectre de l'autisme ;

- une déficience intellectuelle ;
- une autre déficience de faible prévalence pour laquelle il est établi, sur base d'un rapport pluridisciplinaire circonstancié, qu'un accompagnement pédagogique est indispensable.

Le Service PHARE peut demander un examen psychopédagogique justifiant la nécessité d'un accompagnement.

Conditions générales

Le demandeur suit :

- soit des études supérieures universitaires ou non, reconnues par la Communauté française. Il peut aussi suivre une année préparatoire à l'enseignement supérieur, organisée par un établissement reconnu par la Communauté française ;
- soit une formation professionnelle organisée, reconnue ou subventionnée par la Communauté française, la Région wallonne ou la Région bruxelloise, à l'exclusion de la formation professionnelle liée à l'enseignement secondaire.

L'accompagnement pédagogique est assuré par l'un des services suivants :

- un Service d'Accueil et d'Accompagnement institué au sein de l'établissement scolaire ou partagé entre plusieurs établissements ;
- un Service d'Accompagnement agréé par la Commission communautaire française pouvant intervenir dans un plan d'accompagnement individualisé ;
- un Centre de Réadaptation Ambulatoire agréé et subventionné par la Commission communautaire commune pouvant intervenir dans un plan d'accompagnement individualisé ;
- un Service d'Appui à la Formation Professionnelle agréé par la Commission communautaire française.

Les missions et le public cible du Service ou du Centre doivent être en adéquation avec les demandes individuelles d'accompagnement.

Demande

La demande doit être accompagnée des éléments suivants :

- un rapport pluridisciplinaire circonstancié du service qui assure l'accompagnement pédagogique pour le demandeur. Ce rapport justifie la nécessité de l'accompagnement pédagogique, explique le parcours et le projet du demandeur, démontre que le projet est réaliste, cohérent et compatible avec les capacités du demandeur ;
- pour les étudiants inscrits dans l'enseignement supérieur ou universitaire, la convention répartissant les rôles de chacun, conclue entre l'établissement d'enseignement et le service qui assure l'accompagnement pédagogique, telle que prévue par l'article 12 du décret 30 janvier 2014 relatif à l'enseignement supérieur inclusif ;
- la convention d'accompagnement pédagogique annuelle entre le service et le demandeur signée par les deux parties. Elle précise la nature des interventions pressenties ;
- la preuve d'inscription dans l'année de cours concernée ;
- le programme complet des cours de l'année concernée.

Une demande est introduite pour chaque année de cours ou de formation.

Dans le cas d'une demande de prolongation d'intervention, le rapport pluridisciplinaire ci-dessus se fonde sur l'évaluation de l'accompagnement pédagogique organisée à la fin de l'année d'études ou du cycle de formation précédent.

Contenu de l'intervention

L'intervention porte sur :

- l'aide pédagogique spécifique à l'étudiant ou au stagiaire. Il s'agit d'explications orales, de répétition de l'information et de tutelle pédagogique effectuée par des accompagnateurs (étudiants, volontaires, ...) sélectionnés en fonction de leurs compétences ;
- les prestations - y compris pendant les cours - d'interprétation de la langue des signes de Belgique francophone ou des différentes formes de translittération, de transcription ou de vélotypie réalisées par des prestataires reconnus par un Service d'Appui à la Communication et à l'Interprétation pour les Personnes Sourdes, agréé par la Commission communautaire française ou par une administration équivalente située à l'étranger, dans le cadre de la formation ou de l'enseignement lié à un programme international de mobilité ;
- la coordination entre les différents accompagnateurs et prestataires intervenants, leur sélection et leur encadrement (pour autant que ces missions ne soient pas clairement prévues dans les missions générales du

service effectuant l'accompagnement) à concurrence de maximum 10 % du nombre d'heures d'accompagnement octroyées.

Sans préjudice de la date d'introduction de la demande, par année académique ou de formation l'intervention est de

- 400 heures maximum d'aide pédagogique spécifique.

Deux heures de cours suivis donnent droit à maximum une heure d'aide pédagogique spécifique.

- Pour les personnes présentant une déficience auditive, une intervention complémentaire de maximum 400 heures peut être accordée pour des prestations d'interprétation, de translittération, de vélotypie ainsi que de toute autre technique de transcription.

Une heure de cours donne droit à maximum une heure d'interprétation, de translittération, de vélotypie ainsi que de toute autre technique de transcription.

Quand la durée des cours ou de la formation ne couvre pas une année complète ou un horaire complet de plein exercice, le nombre maximum d'heures d'aide pédagogique spécifique pris en considération est réduit proportionnellement.

Le nombre d'heures d'interprétation, de translittération, de transcription, de vélotypie, ne subit pas cette réduction. Néanmoins le nombre d'heures d'interprétation ou de translittération ne peut pas dépasser le nombre d'heures de cours suivies.

En cas d'arrêt ou d'interruption des études ou de la formation, le demandeur est tenu d'en informer le Service PHARE.

Modalités d'intervention

Le service qui assure l'accompagnement pédagogique fournit au Service PHARE les documents suivants :

- la preuve de la maîtrise des connaissances de l'accompagnateur dans les matières concernées ;
- les états mensuels ou trimestriels des prestations sur le modèle établi par le Service PHARE signés par le demandeur, l'accompagnateur ou le prestataire et la direction du service qui assure l'accompagnement pédagogique ;
- une attestation sur l'honneur de la part de l'accompagnateur précisant qu'il n'est pas rémunéré par ailleurs pour les heures d'accompagnement prestées ;
- une attestation de la direction du service précisant que les prestations d'accompagnement ne sont pas prises en charge par un autre pouvoir public ;
- la preuve du paiement auprès de la personne qui a réalisé l'accompagnement pédagogique ;
- un rapport d'évaluation établi et signé par le demandeur et la direction du service qui assure l'accompagnement pédagogique, à la fin de chaque année d'études ou en fin de cycle pour les formations courtes.

Le Service PHARE peut demander au service, au demandeur et aux accompagnateurs et prestataires concernés tout document ou justificatif supplémentaire en lien avec les prestations déclarées.

Intervention dans le coût limitée à

Par heure d'aide pédagogique spécifique	32 euros
Par heure d'interprétation de la langue des signes de Belgique francophone, de translittération, de transcription, de vélotypie :	40 euros 32 euros
- les 400 premières heures	
- les heures suivantes	

3.2. Transcription de cours

Conditions médicales

Sur base des éléments du dossier médical, la personne doit présenter une altération grave de la vue malgré une correction optique au meilleur œil attestée par un ophtalmologue ou par un bilan fonctionnel stipulant que la personne présente une déficience visuelle rendant impossible la lecture sans l'usage de transcription.

Conditions administratives

La demande doit être accompagnée des documents suivants :

- un justificatif précisant l'utilisation de la prestation demandée,
- une attestation d'inscription scolaire.
- la traduction de cours en Braille, en grands caractères ou sur CD ou DVD, doit être réalisée par l'intermédiaire d'un organisme reconnu par les pouvoirs publics
- le Service PHARE doit pouvoir obtenir une copie des documents qu'elle aura subventionnés.

Modalités

L'intervention globale ne peut pas dépasser le montant maximum de 4.000 euros par année académique.

Photocopies agrandies, par feuille	0,20 euros
Transcription de cours (y compris le scannage ou l'encodage), en grands caractères ou par enregistrement informatique (par 500 Ko) ou par page embossée.	1,60 euros
Traduction de cours en Braille	1,60 euros
Enregistrement sur CD ou DVD	30 euros par heure d'enregistrement

3.3 Vidéo-loupe avec fonction double caméra à usage scolaire**Conditions médicales**

Sur base des éléments du dossier médical, la personne doit présenter une altération grave de la vue malgré une correction optique au meilleur œil attestée par un ophtalmologue ou par un bilan fonctionnel stipulant que la personne présente une déficience visuelle rendant impossible la lecture sans l'usage de ce matériel.

Conditions administratives

La demande doit être accompagnée des documents suivants :

- un justificatif précisant l'utilisation de la prestation demandée ;
- une attestation de fréquentation scolaire
- un devis détaillé ;
- une attestation d'essai établie par un service spécialisé (pour une première demande).

Conditions particulières

La demande de vidéo-loupe avec fonction double caméra doit être justifiée par un usage scolaire uniquement.

Réparation

On entend par « réparation » : les interventions techniques nécessaires pour remédier au(x) problème(s) lié(s) au bon fonctionnement du matériel, moyennant le remplacement éventuel des pièces défectueuses ou usées.

Lorsque le Service PHARE prendra une décision d'octroi de ce type de matériel, il prendra en même temps une décision de réparation du matériel. Une intervention du Service PHARE ne sera possible qu'après la période couverte par la garantie du vendeur : deux ans à partir de la date d'achat ou plus en cas d'extension de garantie.

Exception : Lorsque le dégât ne peut donner lieu à intervention du vendeur durant la période couverte par la garantie, une attestation du vendeur stipulant qu'il ne prend pas en charge la réparation sera jointe à la demande d'intervention.

Modalités : intervention dans le coût limitée à

Vidéo-loupe avec fonction double caméra à usage scolaire	6.450 euros
Réparation	40 % de la valeur d'intervention dans l'achat, accordé sur la durée totale d'utilisation de l'aide

Vu pour être annexé à l'arrêté 2023/2036 du Membre du Collège de la Commission communautaire française fixant la liste des modalités et des critères des interventions relatives aux aides à l'inclusion visées à la section 2 du chapitre III et à la section 8 du chapitre IV de l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 7 mai 2015 relatif aux prestations individuelles et aux aides à l'emploi des personnes handicapées.

Pour le Collège,

Le Membre du Collège chargé de la Politique d'Aide aux Personnes handicapées,

R. VERVOORT

VERTALING

FRANSE GEMEENSCHAPSCOMMISSIE VAN HET BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

[C – 2024/001470]

14 DECEMBER 2023. — Besluit 2023/2036 van het Lid van het College van de Franse Gemeenschapscommissie tot vaststelling van de lijst met modaliteiten en criteria voor de tegemoetkomingen ter ondersteuning van de inclusie bedoeld in afdeling 2 van hoofdstuk III en in afdeling 8 van hoofdstuk IV van het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 7 mei 2015 betreffende de individuele prestaties en de werkgelegenheidssteun aan personen met een handicap

Het collegelid bevoegd voor het beleid inzake bijstand aan personen met een handicap,

Gelet op het decreet van de Franse Gemeenschapscommissie van 17 januari 2014 betreffende de inclusie van personen met een handicap, de artikelen 24 en 51, eerste lid;

Gelet op besluit 2014/152 van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 7 mei 2015 betreffende de individuele prestaties en de werkgelegenheidssteun aan personen met een handicap houdende toepassing van de artikelen 19, 1° en 48 van het decreet van de Franse Gemeenschapscommissie van 17 januari 2014 betreffende de inclusie van personen met een handicap, artikel 3, § 1, eerste lid;

Gelet op besluit 2020/1989 van het Lid van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 18 december 2020 tot vaststelling van de lijst met modaliteiten en criteria voor de tegemoetkomingen ter ondersteuning van de inclusie bedoeld in afdeling 2 van hoofdstuk III en in afdeling 8 van hoofdstuk IV van het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 7 mei 2015 betreffende de individuele prestaties en de werkgelegenheidssteun aan personen met een handicap;

Gelet op het evaluatieverslag over de impact van dit besluit op de respectieve situatie van vrouwen en mannen, van 2 oktober 2023;

Gelet op het evaluatieverslag over de impact van dit besluit op de situatie van personen met een handicap, van 2 oktober 2023;

Gelet op het advies van de afdeling "Personen met een handicap" van de Franstalige Brusselse Adviesraad voor Bijstand aan Personen en Gezondheid, gegeven op 8 november 2023;

Gelet op de brief die op 18 december 2023 gericht werd aan het intrafranstalige ministerieel comité voor overleg inzake gezondheidszorg en bijstand aan personen;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 24 november 2023;

Gelet op het akkoord van het collegelid dat bevoegd is voor Begroting, gegeven op 14 december 2023;

Overwegende dat in het akkoord van de Franstalige Brusselse regering het volgende is bepaald:

"Er zal sterker worden samengewerkt tussen de FGC en de GGC op het vlak van het beleid inzake welzijn, gezondheid, personen met een handicap en de opvang van nieuwkomers, en ook met het Brussels Hoofdstedelijk Gewest voor wat het doelgerichte beleid inzake beroepsopleiding betreft.

Om beter aan alle behoeften van de bevolking te voldoen, moeten er verschillende mogelijkheden worden uitgestippeld om een grotere samenhang van het beleid te garanderen en de belemmeringen die het gevolg zijn van de institutionele beperkingen in Brussel, zoveel mogelijk te beperken:

- *op basis van het bestaande beleid en de bestaande plannen een staten-generaal over gezondheid en welzijn in Brussel organiseren;*

- *van start gaan met werkzaamheden om de wetgeving van de FGC en de GGC te coördineren, zodat de teksten elkaar aanvullen en overwegen om een raamovereenkomst op te stellen die de samenwerking tussen de Service public francophone bruxellois, Iriscare en de Diensten van het Verenigd College structureert;*

- *de welzijns- en gezondheidsactoren ertoe aanzetten meer samen te werken om een globaal antwoord te bieden op de behoeften van de begunstigden."*

"Een samenwerkingsakkoord over de mobiliteitshulpmiddelen vormde een eerste (nog te weinig duidelijke) stap in de richting van een vereenvoudiging en harmonisering van de toegang van personen met een handicap tot individuele hulpmiddelen. Er moet op die ingeslagen weg worden voortgegaan, niet in het minst omdat die hulpmiddelen ervoor zorgen dat de begunstigden langer zelfredzaam blijven en dus een opname in een voorziening afremmen. Daartoe zal die materie worden overgeheveld naar de GGC, die hiervoor als enige bevoegd zal zijn op het Brussels grondgebied (na goedkeuring van een specifieke regelgeving die in nauw overleg met de andere momenteel bevoegde overheden zal worden opgesteld). Zodra het Gewest een specifieke steunpremieregeling voor werkgevers ten behoeve van werknemers met een handicap heeft ingevoerd, zal de FGC het kader voor deze bevoegdheid laten uitdoven."

Dat voorts in dezelfde lijn in de gemeenschappelijke algemene beleidsverklaring van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering en het Verenigd College van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie (2019-2024) het volgende is bepaald: *"De individuele steun aan personen met een beperking zal worden geactiveerd als bevoegdheid met het oog op een zo samenhangend mogelijke toepassing op het Brussels grondgebied."*

Dat vanuit een streven naar rationalisering en met het oog op de oprichting van een eengemaakt loket de activering van de individuele hulpmiddelen door de GGC vanaf 1 januari 2024 bijgevolg zal verlopen via IRISCARE, dat bevoegd is voor het beleid inzake personen met een handicap.

Dat dit ontwerpbesluit bedoeld is om een nieuwe lijst met modaliteiten en criteria voor de tegemoetkomingen ter ondersteuning van de inclusie bedoeld in afdeling 2 van hoofdstuk III en in afdeling 8 van hoofdstuk IV van het bovenvermelde besluit van het College van 7 mei 2015, met uitzondering van alle via IRISCARE geactiveerde materiële hulpmiddelen, in werking te laten treden.

Besluit :

Artikel 1. Dit besluit regelt een aangelegenheid bedoeld in artikel 128 van de Grondwet, in toepassing van artikel 138 van de Grondwet.

Art. 2. Voor de toepassing van dit besluit en de bijhorende bijlage moet verstaan worden onder:

1°: “Het besluit 2014/152 van 7 mei 2015”: het besluit 2014/152 van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 7 mei 2015 betreffende de individuele prestaties en de werkgelegenheidssteun aan personen met een handicap houdende toepassing van de artikelen 19, 1° en 48 van het decreet van de Franse Gemeenschapscommissie van 17 januari 2014 betreffende de inclusie van personen met een handicap;

2°: “Het besluit 2020/1989 van 18 december 2020”: het besluit 2020/1989 van het Lid van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 18 december 2020 tot vaststelling van de lijst met modaliteiten en criteria voor de tegemoetkomingen ter ondersteuning van de inclusie bedoeld in afdeling 2 van hoofdstuk III en in afdeling 8 van hoofdstuk IV van het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 7 mei 2015 betreffende de individuele prestaties en de werkgelegenheidssteun aan personen met een handicap.

Art. 3. Overeenkomstig artikel 3, § 1, eerste lid van het besluit 2014/152 van 7 mei 2015 worden de modaliteiten en de criteria met betrekking tot de ondersteuning bedoeld in afdeling 2 van hoofdstuk III en in afdeling 8 van hoofdstuk IV van datzelfde besluit vastgesteld in de lijst die bij dit besluit is gevoegd.

Art. 4. Het besluit 2020/1989 van 18 december 2020 wordt op 31 december 2023 opgeheven.

Art. 5. De modaliteiten en criteria die in de bijlage bij het besluit 2020/1989 van 18 december 2020 zijn opgenomen, blijven in afwijking van artikel 4 van toepassing op:

1° alle steunaanvragen die voor 1 januari 2024 zijn ingediend;

2° de steunaanvragen die betrekking hebben op de hulpmiddelen bedoeld in punt 4.1 van de bijlage bij het besluit 2020/1989 van 18 december 2020, alsook op de aanvragen voor het herstellen van die hulpmiddelen, die na 31 december 2023 en tot 30 juni 2024 zijn ontvangen, op voorwaarde dat er een beslissing van de geneesheer-adviseur van het ziekenfonds die dateert van voor 1 januari 2024 bij de aanvraag is gevoegd;

3° de steunaanvragen die betrekking hebben op de hulpmiddelen bedoeld in de punten 4.1 en 4.2 van de bijlage bij het besluit 2020/1989 van 18 december 2020, alsook op de aanvragen voor het herstellen van die hulpmiddelen, die na 31 december 2023 en tot 30 juni 2024 zijn ontvangen, op voorwaarde dat er bij de aanvraag een factuur van een aankoop of een prestatie die minder dan 6 maanden voor 1 januari 2024 werd verricht, is gevoegd.

Art. 6. De ter kennis gebrachte individuele beslissingen blijven geldig tot de datum waarop zij verstrijken en, indien daarvoor geen datum is bepaald, tot 31 december 2023.

Art. 7. Dit besluit treedt in werking op 1 januari 2024.

Brussel, 14 december 2023.

Voor het College :

R. VERVOORT

Collegelid bevoegd voor het beleid inzake bijstand aan personen met een handicap

Bijlage bij het besluit 2023/2036 van het Lid van het College van de Franse Gemeenschapscommissie tot vaststelling van de lijst met modaliteiten en criteria voor de tegemoetkomingen ter ondersteuning van de inclusie bedoeld in afdeling 2 van hoofdstuk III en in afdeling 8 van hoofdstuk IV van het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 7 mei 2015 betreffende de individuele prestaties en de werkgelegenheidssteun aan personen met een handicap

1. Algemene bepalingen

- 1.1. Onder alle verwijzingen naar de “dienst PHARE” in deze bijlage dient de “Bestuursdirecteur van de dienst PHARE” te worden verstaan.
- 1.2. Wanneer iemand een tegemoetkoming van een andere deelstaat of van de federale overheid heeft gekregen, kan die van de dienst PHARE geen tegemoetkoming krijgen om dezelfde uitgave te dekken.
- 1.3. De geneesheer van de dienst PHARE kan een aanvullend medisch rapport vragen, wanneer hij over onvoldoende medische gegevens beschikt.

Wanneer in de medische criteria een minimale graad van handicap staat vermeld, dan wordt die berekend op basis van de officiële Belgische schaal ter bepaling van de graad van invaliditeit.

- 1.4. De maximum- of referentiebedragen in deze lijst zijn exclusief btw, tenzij anders vermeld.
- 1.5. De leverings- en plaatsingskosten en de recupeltaks zijn opgenomen in de maximumbedragen van deze lijst.
- 1.6. Wanneer twee materialen dezelfde functie en hetzelfde doel hebben, wordt maar één tegemoetkoming verleend.
- 1.7. De dienst PHARE verleent geen tegemoetkoming voor veiligheidsmateriaal, tenzij dat materiaal krachtens een gewestelijke of federale regelgeving verplicht is.
- 1.8. Onverminderd andersluidende bepalingen in de volgende punten kan in een van de volgende situaties een vervroegde vervanging van het in deze lijst opgenomen materiaal worden toegestaan:

- wanneer het materiaal in kwestie niet meer voldoet aan de specifieke behoeften van de persoon. In dat geval moet bij de steunaanvraag een gedetailleerd verslag over de geëvolueerde toestand van de persoon worden gevoegd;
- wanneer het materiaal niet kan worden hersteld of wanneer de kosten van de herstelling niet in verhouding staan tot die van nieuw gelijkaardig materiaal. Die voorwaarde moet worden gerechtvaardigd aan de hand van een attest van de leverancier dat vóór de aankoop van het nieuwe materiaal is opgesteld.

In de volgende situaties wordt geen vervanging toegestaan:

- tijdens de garantieperiode: twee jaar vanaf de datum van aankoop of meer bij een verlengde garantie, tenzij een attest van de verkoper bewijst dat de materiële schade niet gedekt is door de garantie;
- gedurende de vermelde minimumtermijn, indien vaststaat dat de oorzaak van de onherstelbaarheid te wijten is aan nalatigheid van de gebruiker.

De termijn voor de vervanging van computers en tablets kan niet worden ingekort.

De vermelde termijn voor de vervanging van bepaalde hulpmiddelen wordt bepaald op basis van de datum van de facturatie van de vorige prestatie.

- 1.9. Indien de prestatie moet worden vervangen of hersteld ingevolge schade of diefstal, moet bij de nieuwe steunaanvraag een bewijsstuk van de verzekeringsmaatschappij of het proces-verbaal van de politie worden gevoegd. De tegemoetkoming kan alleen betrekking hebben op de eventuele kosten die hoger liggen dan het bedrag dat door de verzekering wordt gedekt.

De persoon in kwestie of diens werkgever is derhalve verplicht de nodige schikkingen op het gebied van verzekeringen te treffen en daarvan het bewijs te leveren. Bij gebrek daaraan zal de dienst PHARE niet in de kosten tegemoetkomen.

Dit punt is niet van toepassing op punt 2.4 van de lijst (aanpassing van een voertuig): indien het voertuig hersteld of vervangen moet worden ingevolge schade of diefstal, kan geen tegemoetkoming worden verleend.

- 1.10. Wanneer steun wordt gevraagd voor de aanpassing van de werkplek of van de werkomgeving, zijn de bepalingen van afdeling 8 van het besluit 2014/152 van toepassing.

2. Aanpassing van de werkplek en van de werkomgeving

Voor aanvragen die betrekking hebben op een aanpassing van de werkplek en de werkomgeving, moeten volgende stukken worden bezorgd:

- ofwel een kopie van de omscholingsovereenkomst of van de arbeidsovereenkomst, samen met een verklaring van de werkgever dat het gevraagde soort materiaal niet wordt verstrekt aan werknemers die een gelijkaardige functie uitoefenen;
- ofwel een bewijs van inschrijving voor een beroepsopleiding in een centrum, samen met een nota van het opleidingscentrum waarin het verklaart niet over het gevraagde materiaal te beschikken.

2.1 Software voor het gebruik van een schrijfhulpmiddel

Medische voorwaarden

Op basis van de gegevens van het medisch dossier moet blijken dat de persoon in kwestie een aanzienlijke functionele beperking van de bovenste ledematen vertoont waardoor met de hand schrijven en handelingen van het dagelijks leven die het gebruik van beide handen vereisen, moeilijk worden: krachtvermindering, spasticiteit, coördinatie- en/of gevoeligheidsstoornissen, gewrichtsaandoeningen, morfologische vervorming, ernstige dyspraxie, ...

Administratieve voorwaarden

Bij de aanvraag moeten de volgende documenten worden gevoegd:

- een verantwoordingsstuk waarin de aanwending van de gevraagde prestatie wordt verduidelijkt;
- twee gedetailleerde prijsopgaven van verschillende leveranciers;
- een keuringsbewijs opgesteld door een gespecialiseerde dienst (voor een eerste aanvraag), waarin staat dat het materiaal is getest en geschikt is voor de betreffende persoon.

Bijzondere voorwaarden

De tegemoetkoming dekt in geen geval de kosten voor de aansluiting op een netwerk en de gebruikskosten (abonnement).

Modaliteiten: tegemoetkoming in de kosten beperkt tot:

Software voor het gebruik van een schrijfhulpmiddel	500 euro
---	----------

2.2. Specifiek materiaal voor blinden en slechtzienden

2.2.1. Computer uitgerust met gespecialiseerde software

Medische voorwaarden

Op basis van de gegevens van het medisch dossier moet blijken dat het gezichtsvermogen van de persoon in kwestie ondanks een optische correctie aan het beste oog ernstig is aangetast, zoals bevestigd door een oogarts of door een functionele balans waarin wordt gepreciseerd dat de persoon in kwestie een visuele handicap heeft waardoor het onmogelijk is te schrijven of te lezen zonder gebruik te maken van een computer of tablet.

Functionele voorwaarden

De dienst PHARE kan een tegemoetkoming toekennen voor de aankoop van een computer indien de compatibiliteit van de computer met het gebruik van software ter compensatie van een visuele handicap onontbeerlijk blijkt te zijn voor de uitoefening van de beroepsactiviteit van de persoon.

Administratieve voorwaarden

Bij de aanvraag moeten de volgende documenten worden gevoegd:

- een verantwoordingsstuk waarin de aanwending van de gevraagde prestatie wordt verduidelijkt;
- twee vergelijkende gedetailleerde prijsopgaven opgesteld door verschillende leveranciers.

Bijzondere voorwaarden

De tegemoetkoming dekt in geen geval:

- beschermhoezen, draag- of reistassen, externe harde schijven, USB-sticks en ander materiaal dat niet op de handicap is afgestemd;
- de kosten voor de aansluiting op een netwerk en de gebruikskosten (abonnement).

De tegemoetkoming voor een computer is niet cumuleerbaar met een tegemoetkoming voor een tablet of voor de aankoop van een tweede computer om op een tweede werkplek te werken.

Er is geen tegemoetkoming in onderhouds- en herstelkosten.

Vervangingstermijn: 5 jaar

Modaliteiten: tegemoetkoming in de kosten beperkt tot

Computer of tablet – compatibel met software ter compensatie van een visuele handicap	700 euro
---	----------

2.2.2. Scherm dat groter is dan 19 inch

Medische voorwaarden

Op basis van de gegevens van het medisch dossier moet blijken dat het gezichtsvermogen van de persoon in kwestie ondanks een optische correctie aan het beste oog ernstig is aangetast, zoals bevestigd door een oogarts of door een functionele balans waarin wordt gepreciseerd dat de persoon in kwestie een visuele handicap heeft waardoor het onmogelijk is te lezen zonder gebruik te maken van een scherm dat groter is dan 19 inch.

Administratieve voorwaarden

Bij de aanvraag moeten de volgende documenten worden gevoegd:

- een verantwoordingsstuk waarin de aanwending van de gevraagde prestatie wordt verduidelijkt;
- twee vergelijkende gedetailleerde prijsopgaven opgesteld door verschillende leveranciers.

Bijzondere voorwaarden

Er is geen tegemoetkoming in onderhouds- en herstellkosten.

Vervangingstermijn: 5 jaar

Modaliteiten: tegemoetkoming in de kosten beperkt tot

Schermdat groter is dan 19 inch	175 euro
---------------------------------	----------

2.2.3. Beeldschermlopen en lopen**Medische voorwaarden**

Op basis van de gegevens van het medisch dossier moet blijken dat het gezichtsvermogen van de persoon in kwestie ondanks een optische correctie aan het beste oog ernstig is aangetast, zoals bevestigd door een oogarts of door een functionele balans waarin wordt gepreciseerd dat de persoon in kwestie een visuele handicap heeft waardoor het onmogelijk is te lezen zonder gebruik te maken van een of meer van de onderstaande prestaties.

Administratieve voorwaarden

Bij de aanvraag moeten de volgende documenten worden gevoegd:

- een verantwoordingsstuk waarin de aanwending van de gevraagde prestatie wordt verduidelijkt;
- een gedetailleerde prijsopgave;
- een keuringsbewijs opgesteld door een gespecialiseerde dienst (voor een eerste aanvraag).

Modaliteiten: tegemoetkoming in de kostprijs beperkt tot

Klassieke beeldschermloop	4.300 euro
Beeldschermloop met dubbele camerafunctie	6.450 euro
Beeldschermloop met spraakweergave	4.500 euro
Elektronische loop met scherm	1.200 euro
Elektronische zakloop	650 euro

Vervangingstermijn: 5 jaar

2.2.4. Ander specifiek materiaal**Medische voorwaarden**

Op basis van de gegevens van het medisch dossier moet blijken dat het gezichtsvermogen van de persoon in kwestie ondanks een optische correctie aan het beste oog ernstig is aangetast, zoals bevestigd door een oogarts of door een functionele balans waarin wordt gepreciseerd dat de persoon in kwestie een visuele handicap heeft waardoor het onmogelijk is te schrijven of te lezen zonder gebruik te maken van een of meer van de onderstaande prestaties.

Administratieve voorwaarden

Bij de aanvraag moeten de volgende documenten worden gevoegd:

- een verantwoordingsstuk waarin de aanwending van de gevraagde prestatie wordt verduidelijkt;
- een gedetailleerde prijsopgave ;
- een keuringsbewijs opgesteld door een gespecialiseerde dienst (voor een eerste aanvraag).

Modaliteiten: tegemoetkoming in de kostprijs beperkt tot

Brailleleesregel versie 40 of 44 braillecellen	5.900 euro
Brailleleesregel versie 80 braillecellen	12.100 euro

Elektronische blocnotes met spraaksynthese	8.000 euro
Elektronische blocnotes met spraaksynthese en schermleessoftware	11.000 euro
Dictafoon	350 euro
Brailleprinter	3.750 euro
ScherMLEESsoftware	
- met vocale en braille-output en/of vergrotingssoftware	2.000 euro
- professionele versie	2.800 euro
Spraaksynthesesoftware	500 euro
Vergrotingssoftware	660 euro
Software voor karakterherkenning	170 euro
Spraakherkenningssoftware	150 euro
Boekenlezer	300 euro
Voorleestoestel (niet cumuleerbaar met software voor karakterherkenning)	2.500 euro

2.3. Specifiek materiaal voor doven en slechthorenden

Medische voorwaarden

- Op basis van de gegevens van het medisch dossier moet blijken dat de persoon in kwestie ernstige gehoorproblemen vertoont, die het gebruik van het materiaal rechtvaardigen en die aan de hand van een rapport van een dienst voor audiofonologie worden bevestigd.
- Voor geluidsversterkingssystemen moet de persoon aan het beste oor, zonder apparatuur, een gemiddeld gehoorverlies van ten minste 60db vertonen.

Administratieve voorwaarden

Bij de aanvraag moeten de volgende documenten worden gevoegd:

- een verantwoordingsstuk waarin de aanwending van de gevraagde prestatie wordt verduidelijkt;
- een gedetailleerde prijsopgave;
- een keuringsbewijs (behalve in geval van onmogelijkheid).

Vervangingstermijn: 5 jaar

2.3.1. Communicatiesystemen

Modaliteiten: tegemoetkoming in de kosten beperkt tot

FM-systeem	2.500 euro
Hoorhulpmiddel met of zonder interface en combineerbaar met hoorapparaat of implantaat	500 euro
Geluidsversterkingssysteem: magnetische lus, versterkte telefoons al dan niet draadloos	260 euro
Videofoniesysteem voor mobiele telefoon, computer of tablet	150 euro

2.3.2. Waarschuwingssystemen

Modaliteiten: tegemoetkoming in de kosten beperkt tot

Zender babyfoon	200 euro
Zender/ontvanger met visuele en/of trillende signalen	220 euro
Flitslamp (met of zonder stopcontact) - per eenheid	140 euro
Zender voor de deurbel	90 euro
Knop zender deurbel	110 euro
Zender brandalarm	140 euro
Triltoestel in zakformaat	180 euro

2.4. Aanpassing van een voertuig dat gebruikt wordt als werktuig

Medische voorwaarden

Op basis van gegevens van het medisch dossier moet blijken dat de persoon in kwestie een handicap vertoont die de aanpassing rechtvaardigt.

Administratieve voorwaarden

Bij de aanvraag moeten de volgende documenten worden gevoegd:

- een rechtvaardiging van de noodzaak om voor de uitoefening van de functie een voertuig te gebruiken;
- een kopie van de arbeidsovereenkomst
- een kopie van het inschrijvingsbewijs of van de bestelbon van het voertuig;
- een gedetailleerde prijsopgave ;
- een verslag van het Belgisch Centrum voor Rijgeschiktheid en Voertuigaanpassing (CARA), behalve voor de onder punt 2.4.3. bedoelde aanpassingen om het voertuig toegankelijk te maken;
- Indien de aanvrager het voertuig zelf bestuurt, een kopie van zijn aangepaste rijbewijs waarop de voorwaarden en/of beperkingen en de aanpassingen vermeld staan.

Bijzondere voorwaarden

Er wordt geen tegemoetkoming verleend voor een bestaande aanpassing aan een tweedehands gekocht voertuig. Onverminderd een naar behoren gemotiveerde functionele rechtvaardiging wordt geen tegemoetkoming verleend voor de standaardafstandsbediening, de centrale vergrendeling van de deuren, de elektrische bediening van de ruiten en achteruitkijkspiegels en de klimaatregeling van het voertuig. Indien de aanvrager passagier is, mag de aanvraag enkel betrekking hebben op aanpassingen om het voertuig toegankelijk te maken.

Uitzonderlijk en middels verantwoording kunnen de extra kosten voor een automatische versnellingsbak in rekening worden gebracht, in zoverre de voertuigen die de werkgever ter beschikking stelt aan zijn personeel daar niet mee uitgerust zijn.

Vervangingstermijn

- 7 jaar voor aanpassingen die worden uitgevoerd aan een voertuig dat minder dan 4 jaar oud is;
- 3 jaar voor aanpassingen die worden uitgevoerd aan een voertuig dat 4 jaar of ouder is.

In geval van vervanging van het voertuig vóór de vermelde termijn kan een tegemoetkoming voor een nieuwe aanpassing worden verleend op voorwaarde dat:

- de dienst PHARE vooraf zijn instemming heeft gegeven voor de vervanging van het voertuig;
- en die vervanging gerechtvaardigd wordt door het intensieve gebruik ervan of door een verergering van de handicap, gestaafd aan de hand van een medisch rapport, of door een wijziging in de persoonlijke levenssfeer.

Er zal in geen geval een tegemoetkoming worden verleend indien het voertuig niet minstens 150.000 km heeft afgelegd.

Indien het voertuig hersteld of vervangen moet worden ingevolge schade of diefstal, zal de aanpassing geen tweede keer worden bekostigd. De persoon moet dus de nodige schikkingen op het gebied van verzekeringen treffen.

Onderhoud en herstellingen

- er wordt geen tegemoetkoming toegekend voor het onderhoud van aanpassingen voor voertuigen vermeld onder de punten 2.4.1, 2.4.2 en 2.4.3;
- alleen de kosten voor gerichte herstellingen (uitgezonderd automatische transmissie) komen in aanmerking voor de voorwaarden die onder punt 2.7 van deze bijlage uiteengezet zijn.

Modaliteiten

Zodra het voertuig 4 jaar oud is, wordt het bedrag van de tegemoetkoming verminderd met 20% per jaar. De maximale vermindering bedraagt 60%.

Die vermindering geldt niet voor aanpassingen die uitgevoerd worden met verwijder- en herbruikbaar materiaal van een ander voertuig. In dat geval bedraagt de vervangingstermijn 7 jaar, ongeacht de leeftijd van het voertuig. Om de leeftijd van het voertuig te bepalen, wordt rekening gehouden met de datum van de eerste inverkeerstelling.

De dienst PHARE kan een aanpassing weigeren die onvoldoende functioneel voor dagelijks gebruik blijkt te zijn, op basis van:

- de leeftijd en/of de graad van slijtage van het voertuig, zoals oldtimers;
- nieuwe verkeersnormen. Geen aanpassing voor een voertuig dat de Europese emissienormen niet naleeft.

Om de tegemoetkoming te verkrijgen, moet de persoon een afschrift van het erkenningsattest van het omgevormde voertuig, opgesteld overeenkomstig de reglementaire bepalingen ter zake, voorleggen.

De tegemoetkoming in de kosten is beperkt tot

Voor aanpassingen aan het voertuig mag het totale bedrag van de op basis van punt 2.4 verleende tegemoetkoming niet hoger zijn dan 30.000 euro, inclusief de tegemoetkomingen die toegekend zouden zijn op basis van artikel 3, §2 van het besluit 2014/152.

De betaling van het bedrag van de tegemoetkoming is onderworpen aan het voorleggen van een afschrift van het Europees of individueel goedkeuringscertificaat opgesteld door de Federale Overheidsdienst Mobiliteit en Vervoer.

2.4.1. Aanpassingen betreffende het besturen

Gas en remmen onder het stuur (mechanisch systeem)	1.250 euro
Gas en remmen onder het stuur (pneumatisch systeem)	2.150 euro
Gasbediening en remmen op het stuur (mechanisch systeem)	1.800 euro
Gasbediening en remmen op het stuur (elektronisch systeem)	2.700 euro
Automatische transmissie	900 euro
Verplaatsing gaspedaal	280 euro
Inklapbaar of demonteerbaar gaspedaal en/of rempedaal	260 euro
Verplaatsing elektrische bediening	1.850 euro
Knop op stuur geschroefd	50 euro
Afscherming pedaal	200 euro

2.4.2. Aanpassingen voor secundaire functies

Elektrische afstelling van bestuurderszitplaats	800 euro
Ergonomische bestuurderszitplaats	1.500 euro
Veiligheidsgordel van het harnastype	230 euro

2.4.3. Verschillende aanpassingen waardoor de persoon toegang tot een voertuig krijgt

Het totaalbedrag van de tegemoetkoming voor de verschillende aanpassingen die de persoon toegang tot het voertuig geven, mag niet hoger dan 9 000 euro zijn.

Toegang tot het voertuig

Draaistoel	1.000 euro
Uitschuifbare draaistoel	1.250 euro
Personenlift voor wagen (niet geschikt voor rolstoel)	2.900 euro

Toegang tot het voertuig met rolstoel

Achter- of zijliftplatform	5.800 euro
Al dan niet uitschuifbare hellende vlakken, bevestigd aan het voertuig	770 euro
Rails en bevestigingskit	970 euro

Aanpassing van de structuur van het voertuig voor een vlottere toegankelijkheid

Verlaging van de achtervloer	7.450 euro
Verhoging van het dak	700 euro
Vlakmaken van de vloer	700 euro

Hulpmiddelen om een rolstoel in de wagen te laden

Laden in kofferbak via manoeuvreerbare arm voor handbewogen, plooibare rolstoel	1.850 euro
Laden in kofferbak via manoeuvreerbare arm voor elektrische rolstoel	3.000 euro
Laden in cabine via manoeuvreerbare arm + aanpassing portier	5.600 euro

2.5. Aanpassingswerken aan onroerende en roerende goederen**2.5.1. Bouw of verbouwing van de werkplek****Medische voorwaarden**

Op basis van de gegevens van het medische dossier moet de aanvrager voorleggen:

- ofwel een bewegingshandicap waarvan de ernst het verzoek rechtvaardigt;
- ofwel een neurologische stoornis waarvan de ernst de gevraagde inrichting rechtvaardigt;
- ofwel een hart-longaandoening waarvan de ernst het verzoek rechtvaardigt.

Administratieve voorwaarden

Bij de aanvraag moeten de volgende documenten worden gevoegd:

- een bewijsstuk waarin het gebruik van de gevraagde prestatie wordt verduidelijkt;
- twee gedetailleerde prijsopgaven;
- een schriftelijk akkoord van de eigenaar voor de uit te voeren aanpassingen;

De werkzaamheden moeten op de werkplek van de aanvrager worden verricht.

De voorschriften inzake stedenbouw evenals de door het Brussels Gewest voorgeschreven technische normen op het gebied van toegankelijkheid van gebouwen voor personen met een handicap moeten worden nageleefd.

De dienst PHARE kan een bewijs vragen of een bezoek brengen aan de locatie.

In geval van aanpassing van een nieuw gebouw, zal de dienst PHARE enkel voor het verschil tussen het basismateriaal zoals dat in de catalogus van de ondernemer vermeld is en de kostprijs van de aangepaste installatie tussenkomen.

Modaliteiten

De tegemoetkoming mag het maximumbedrag van 12.000 euro niet overschrijden. Ze wordt slechts een keer verleend.

Ze kan worden opgesplitst.

De dienst PHARE kan op verzoek van de begunstigde en na kennisgeving van de tegemoetkomingsbeslissing een deel van de voorschotfactuur op zich nemen ten belope van hoogstens 30 % van het toegekende bedrag.

Onderhoud en herstellingen

Voor het onderhoud en de herstelling van bouw- of verbouwingswerken van gebouwen voor professioneel gebruik wordt er geen tegemoetkoming toegekend.

De tegemoetkoming in de kosten is beperkt tot

Aanpassing of plaatsing van een wc	2.000 euro
Aanpassing of plaatsing van een wastafel	2.000 euro
Creatie, aanpassing of herinrichting van kamers	4.000 euro
Vergroting van een deuropening met plaatsing van een schuifdeur	1.300 euro per deur

2.5.2. Voorziening om hoogteverschil te overbruggen

Medische voorwaarden

Op basis van de gegevens van het medische dossier moet de aanvrager voorleggen:

- ofwel een ernstige bewegingshandicap;
- ofwel een ernstige neurologische stoornis;
- ofwel een ernstige hart-longaandoening hebben.

Administratieve voorwaarden

Bij de aanvraag moeten de volgende documenten worden gevoegd:

- een rapport waarin de keuze en de plaatsing van het toestel in het licht van de configuratie van de werkplek van de aanvrager wordt verantwoord;
- minimaal twee gedetailleerde prijsopgaven;
- een schriftelijk akkoord van de eigenaar voor de uit te voeren aanpassingen;
- een verklaring van een erkende controle instantie waarin de naleving van de geldende veiligheids- en conformiteitsnormen wordt bevestigd. Daartoe moet het toestel:
 - een CE-label dragen;
 - vergezeld gaan van een EU-conformiteitsverklaring, opgesteld door de fabrikant;
 - voor de plaatsing van een lift, vergezeld gaan van een schriftelijk akkoord van de bevoegde dienst stedenbouw waarin met de installatie ingestemd wordt.

Voor toestellen om niveauverschillen te overbruggen is de betaling van de tegemoetkoming onderworpen aan het voorleggen van een inbedrijfstellingsattest dat door een erkende instantie na de installatie ervan wordt opgesteld.

2.5.2.1. Liften of hefplateaus

Modaliteiten: tegemoetkoming in de kostprijs beperkt tot

Systemen met X-vormig onderstel om kleine hoogteverschillen te overbruggen	3.600 euro
Systemen om hoogteverschillen tot 3 m te overbruggen	12.350 euro
Lift of systemen om hoogteverschillen van meer dan 3 m te overbruggen	17.800 euro
Inrichtingswerken verbonden aan de plaatsing van het hefplateau of de lift	1.750 euro

2.5.2.2. Trapliften

De dienst PHARE behoudt zich het recht voor om een proefattest te vragen.

Modaliteiten: tegemoetkoming in de kostprijs beperkt tot

Traplift met stoel voor een verdieping (recht of met een of twee bochten)	7.650 euro
Traplift met stoel voor meer dan een verdieping	11.200 euro
Traplift met plateau voor rolstoel	13.650 euro

2.5.2.3. Vervoerbare rolstoellift

Het toestel moet dienen op de werkplek van de aanvrager.

Een proefattest moet afgeleverd worden.

Modaliteiten: tegemoetkoming in de kostprijs beperkt tot

Vervoerbare rolstoellift	5.250 euro
--------------------------	------------

2.5.2.4. Verplaatsbare oprijplaten

Een proefattest moet afgeleverd worden.

Modaliteiten: tegemoetkoming in de kostprijs beperkt tot

Verplaatsbare hellende vlakken	880 euro
--------------------------------	----------

2.5.3. Toestellen voor het openen en sluiten van deuren**Medische voorwaarden**

Op basis van de gegevens van het medisch dossier moet de aanvrager beschikken over:

- ofwel een ernstige bewegingshandicap;
- ofwel een ernstige neurologische stoornis;
- ofwel een ernstige hart-longaandoening.

Administratieve voorwaarden

Bij de aanvraag moeten de volgende documenten worden gevoegd:

- een verantwoordingsstuk waarin de aanwending van de gevraagde prestatie wordt verduidelijkt;
- twee prijsopgaven;
- een schriftelijk akkoord van de eigenaar voor de uit te voeren aanpassingen;

2.5.3.1. Afstandsbediening voor het openen en sluiten van de garagepoort**Algemene voorwaarden**

De persoon moet bestuurder van een voertuig zijn.

Zo niet, dan moet de garage voor hem de enige toegangsweg tot de werkplek zijn.

Modaliteiten: tegemoetkoming in de kostprijs beperkt tot

Afstandsbediening voor het openen en sluiten van de garagepoort	710 euro
---	----------

2.5.3.2. Afstandsbediening voor het openen en sluiten van de voordeur**Modaliteiten: tegemoetkoming in de kostprijs beperkt tot**

Openen van de deur met parlofoon	710 euro
Motorisering met elektronische bediening en vergrendeling	2.050 euro

2.5.4. Aanvullende uitrusting**Algemene voorwaarden**

Het betreft materialen of voorwerpen die op duurzame en gebruikelijke wijze in het gebouw worden samengevoegd of ingebouwd, met uitzondering van de in de punten 2.5.1, 2.5.2 en 2.5.3. bedoelde inrichting van roerend en onroerend goed ;

Medische voorwaarden

Op basis van de gegevens van het medische dossier moet blijken dat de aanvrager een handicap vertoont waarvan de aard en de ernst de uitrusting verantwoorden.

Administratieve voorwaarden

Bij de aanvraag moeten de volgende documenten worden gevoegd:

- een verantwoordingsstuk waarin de aanwending van de gevraagde prestatie wordt verduidelijkt;
- een gedetailleerde prijsopgave;
- een schriftelijk akkoord van de eigenaar voor de uit te voeren aanpassingen;

Als er een vaste helling op het voetpad wordt aangebracht, is het akkoord van de bevoegde dienst voor stedenbouw vereist.

Modaliteiten

Het voorziene maximumbedrag wordt door de werkgever slechts één keer toegekend. Dit bedrag kan in meerdere tussenkomsten worden opgesplitst.

De tegemoetkoming in de kosten is beperkt tot

Totaalbedrag van tegemoetkomingen voor verschillende uitrustingen	2.000 euro
---	------------

2.6. Kleine uitrustingen

Bijzondere voorwaarden

De tegemoetkoming van de dienst PHARE heeft betrekking op klein materiaal dat aan de handicap aangepast is en onontbeerlijk is om een doorgedreven zelfredzaamheid in het beroepsleven van de persoon te verschaffen.

De dienst PHARE komt niet tussen voor materiaal voor courant gebruik, noch voor aangepast materiaal dat geen enkele meerkost met zich brengt in vergelijking met hetzelfde niet-aangepast materiaal.

Medische voorwaarden

Op basis van de gegevens van het medische dossier moet blijken dat de aanvrager ernstige functionele beperkingen vertoont die uit zijn of haar handicap voortvloeien en die hem of haar beletten bepaalde beroepstaken uit te voeren zonder het gevraagde technische hulpmiddel.

Administratieve voorwaarden

Bij de aanvraag moeten de volgende documenten worden gevoegd:

- een bewijsstuk waarin het gebruik van de gevraagde prestatie wordt verduidelijkt;
- een gedetailleerde prijsopgave.

Modaliteiten

Tegemoetkoming in de eenheidsprijs of in de toeslag ten opzichte van het basisproduct dat door een valide persoon kan worden gebruikt.

De tegemoetkoming in de kosten is beperkt tot

Eenheidsprijs of toeslag ten opzichte van basisproduct moet lager zijn dan	150 euro
Per aanvrager mag het totaalbedrag van tegemoetkomingen voor kleine uitrustingen per periode van minimaal 5 jaar te rekenen vanaf de datum van de eerste betaalde factuur niet meer bedragen dan.	1.000 euro

2.7. Onderhoud en herstelling van bepaalde hulpmiddelen

Algemene voorwaarden

Een tegemoetkoming voor het onderhoud of de herstelling kan verleend worden voor een prestatie die deel uitmaakt van bekostiging door de dienst PHARE of die daartoe in aanmerking had kunnen komen.

Geen enkele tegemoetkoming kan verleend worden voor de volgende zaken:

- computers of tablets;
- automatische transmissie in de wagen;
- bouw of verbouwing van de werkplek.

Modaliteiten

Voor het onderhoud van en herstellingen aan toestellen om niveauverschillen te overbruggen:

- wanneer er een overeenkomst voor onderhoud en/of herstellingen werd gesloten, wordt een kopie van deze overeenkomst(en) bij de aanvraag gevoegd;
- wordt de betaling van het bedrag van de tegemoetkoming onderworpen aan het voorleggen van een door de medewerker van de firma opgesteld en ondertekend document waarin vermeld wordt dat hij of zij effectief het onderhoud en de herstellingen uitgevoerd heeft en dat ook door de aanvrager ondertekend is;
- bij gebrek aan een overeenkomst voor onderhoud en/of herstellingen moeten de geleverde diensten ofwel op de factuur ofwel op een bewijsstuk dat bij de factuur gevoegd wordt, beschreven staan.

2.7.1. Onderhoud

Onder "onderhoud" wordt verstaan: de noodzakelijke geplande revisie en technische interventies die de optimale werking van het materiaal waarborgen.

Bijzondere voorwaarden

Het onderhoud heeft uitsluitend betrekking op:

- liften en hefplateaus;
- trapliften.

Modaliteiten: jaarlijkse tegemoetkoming in de onderhoudskosten beperkt tot

Onderhoud	10 % van de waarde van de tegemoetkoming bij aankoop, toegekend op jaarbasis
-----------	--

2.7.2. Herstelling

Onder "herstelling" wordt verstaan: de technische ingrepen die nodig zijn om problemen in verband met de goede werking van het materiaal te verhelpen, door middel van de eventuele vervanging van defecte of versleten onderdelen.

Bijzondere voorwaarde

De dienst PHARE komt niet tussen voor de herstelling van materiaal dat door de garantie van de verkoper wordt gedekt.

Wanneer de schade geen aanleiding geeft tot een tegemoetkoming tijdens de garantieperiode - twee jaar vanaf de datum van aankoop of meer in het geval van een verlengde garantie - wordt bij de aanvraag om tegemoetkoming een certificaat van de verkoper gevoegd waarin staat dat hij of zij de herstelling niet op zich neemt.

Modaliteiten: tegemoetkoming in de kostprijs van de herstelling beperkt tot

Herstelling	40 % van de waarde van de tegemoetkoming bij aankoop, toegekend over de totale gebruiksduur van het hulpmiddel
-------------	--

3. Bepalingen met betrekking tot materiële hulpmiddelen

3.1. Pedagogische begeleiding

Medische voorwaarden

Op basis van de gegevens van het medische dossier moet blijken dat de aanvrager aan een of meerdere van de volgende aandoeningen lijdt:

- een visuele en/of auditieve beperking;
- een beschadiging van het centrale zenuwstelsel;
- een autismespectrumstoornis;
- een verstandelijke beperking;
- een andere beperking met lage prevalentie vertonen waarvoor, op basis van een gedetailleerd multidisciplinair verslag, is vastgesteld dat pedagogische begeleiding onontbeerlijk is.

De dienst PHARE mag om een psychopedagogisch onderzoek vragen dat de noodzaak aan begeleiding staft.

Algemene voorwaarden

De aanvrager volgt:

- ofwel hogere, al dan niet universitaire studies, erkend door de Franse Gemeenschap. Hij of zij mag ook een voorbereidend jaar op het hoger onderwijs volgen dat door een door de Franse Gemeenschap erkende instelling georganiseerd wordt;
- ofwel een beroepsopleiding die door de Franse Gemeenschap, het Waals Gewest of het Brussels Gewest georganiseerd, erkend of gesubsidieerd wordt, met uitzondering van de beroepsopleiding verbonden aan het secundair onderwijs.

De pedagogische begeleiding wordt door een van de volgende diensten verzorgd:

- een Service d'Accueil et d'Accompagnement die binnen de schoolinstelling opgericht wordt of door meerdere instellingen gedeeld wordt;
- een door de Franse Gemeenschapscommissie erkende Service d'Accompagnement die in een geïndividualiseerd begeleidingsplan kan optreden;
- een door de Franse Gemeenschapscommissie erkend Centre de Réadaptation Ambulatoire dat in een geïndividualiseerd begeleidingsplan kan optreden;
- een door de Franse Gemeenschapscommissie erkende Service d'Appui à la Formation Professionnelle.

De opdrachten en de doelgroep van de dienst of van het centrum moeten op de individuele begeleidingsvragen afgestemd zijn.

Aanvraag

Bij de aanvraag moeten de volgende documenten worden gevoegd:

- een uitgebreid pluridisciplinair verslag van de dienst dat de pedagogische begeleiding voor de aanvrager garandeert. Dit verslag verantwoordt de noodzaak van de pedagogische begeleiding, licht het traject en het project van de aanvrager toe, toont aan dat het project realistisch, samenhangend en verenigbaar met de capaciteiten van de aanvrager is;
- voor studenten die zijn ingeschreven in het hoger of universitair onderwijs, de overeenkomst waarin de respectieve rollen worden vastgelegd tussen de onderwijsinstelling en de dienst die in de pedagogische begeleiding voorziet, zoals bepaald in artikel 12 van het decreet van 30 januari 2014 betreffende het inclusief hoger onderwijs;
- de jaarlijkse pedagogische begeleidingsovereenkomst tussen de dienst en de aanvrager die door de twee partijen ondertekend is. Ze verduidelijkt de aard van de verwachte tegemoetkomingen;
- het inschrijvingsbewijs in het betrokken studiejaar;
- het volledige programma van het betrokken studiejaar.

Voor elk studiejaar of opleidingsjaar wordt er een aanvraag ingediend.

In het geval van een aanvraag voor de verlenging van tegemoetkoming, baseert het hierboven vermelde pluridisciplinaire verslag zich op de evaluatie van de pedagogische begeleiding die op het einde van het voorgaande studiejaar of opleidingscyclus georganiseerd wordt.

Inhoud van de tegemoetkoming

De tegemoetkoming heeft betrekking op:

- specifieke pedagogische hulp voor de student of stagiair. Het gaat om mondelinge uitleg, het herhalen van de informatie en pedagogisch toezicht dat door begeleiders (studenten, vrijwilligers... ..) uitgevoerd wordt die in functie van hun competenties geselecteerd worden;
- tolkprestaties - met inbegrip van de lessen - in de gebarentaal van Franstalig België of de verschillende vormen van transliteratie, transcriptie of velotypie uitgevoerd door de dienstverrichters die erkend zijn door een Service d'Appui à la Communication et à l'interprétation pour les Personnes Sourdes, erkend door de Franse Gemeenschapscommissie of door een equivalente administratie in het buitenland, in het kader van een opleiding of onderwijs in verband met een internationaal mobiliteitsprogramma;
- de coördinatie tussen de verschillende optredende begeleiders en dienstverrichters, hun selectie en omkadering (voor zover deze opdrachten niet duidelijk voorzien zijn in de algemene opdrachten van de dienst die de begeleiding uitvoert) ten belope van maximaal 10% van het aantal toegekende begeleidingsuren.

Onverminderd de datum waarop de aanvraag wordt ingediend, bedraagt de tegemoetkoming per academie- of opleidingsjaar

- maximaal 400 uren specifieke pedagogische hulp.

Twee gevolgde lessen geven recht op maximaal een uur specifieke pedagogische hulp.

- voor de personen met een auditieve beperking kan er een aanvullende tegemoetkoming van maximaal 400 uren voor tolk-, transliteratie- of velotypieprestaties evenals voor elke andere transcriptietechniek toegekend worden.

Een lesuur geeft recht op maximaal een uur tolken, transliteratie, velotypie of elke andere transcriptietechniek.

Wanneer de duur van de lessen of de opleiding geen volledig jaar of geen volledig voltijds uurrooster beslaat, wordt het maximumaantal uren specifieke pedagogische hulp dat in aanmerking wordt genomen verhoudingsgewijs verminderd.

Het aantal uren tolken, transliteratie, transcriptie of velotypie wordt niet verminderd. Het aantal uren tolken of transliteratie mag evenwel niet hoger zijn dan het aantal gevolgde lessen.

In het geval van stopzetting of onderbreking van de studies of van de opleiding, moet de aanvrager de dienst PHARE hiervan op de hoogte brengen.

Modaliteiten van tegemoetkoming

De dienst die de pedagogische begeleiding verzorgt, bezorgt aan de dienst PHARE de volgende documenten:

- het bewijs van de beheersing van kennis van de begeleider in de betrokken aangelegenheden;
- de maandelijkse of driemaandelijkse staten van prestaties op het door de Dienst PHARE opgemaakte model ondertekend door de aanvrager, de begeleider of de dienstverrichter en de directie van de dienst die de pedagogische begeleiding verzorgt;
- een verklaring op erewoord van de begeleider met de verduidelijking dat hij of zij voor de gepresteerde begeleidingsuren niet elders bezoldigd wordt;
- een attest van de directie van de dienst waarin vermeld wordt dat de prestaties van begeleiding niet door een andere overheid ten laste genomen worden;
- het betalingsbewijs bij de persoon die de pedagogische begeleiding heeft verricht;
- een evaluatieverslag opgesteld en ondertekend door de aanvrager en de directie van de dienst die de pedagogische begeleiding verzorgt, op het einde van ieder studiejaar of aan het einde van de cyclus voor de korte opleidingen.

De dienst PHARE kan aan de dienst, de aanvrager en aan de betrokken begeleiders en dienstverrichters ieder aanvullend document of bewijsstuk in verband met de aangegeven prestaties vragen.

De tegemoetkoming in de kosten is beperkt tot

Per uur specifieke pedagogische hulp	32 euro
Per uur tolken in de gebarentaal van Franstalig België, transliteratie, transcriptie of velotypie:	40 euro
- de eerste 400 uren	32 euro
- de volgende uren	

3.2. Transcriptie van cursussen

Medische voorwaarden

Op basis van de gegevens van het medisch dossier moet blijken dat het gezichtsvermogen van de persoon in kwestie ondanks een optische correctie aan het beste oog ernstig is aangetast, zoals bevestigd door een oogarts of door een functionele balans waarin wordt gepreciseerd dat de persoon in kwestie een visuele handicap heeft waardoor het onmogelijk is te lezen zonder gebruik te maken van transcriptie.

Administratieve voorwaarden

Bij de aanvraag moeten de volgende documenten worden gevoegd:

- een verantwoordingsstuk waarin de aanwending van de gevraagde prestatie wordt verduidelijkt,
- een inschrijvingsbewijs in een school.
- de transcriptie van cursussen in brailleschrift, in grote tekens of op CD of DVD, moet worden verwezenlijkt door een door de overheid erkende instelling
- de dienst PHARE moet een kopie kunnen ontvangen van de documenten die ze gesubsidieerd heeft.

Modaliteiten

De globale tegemoetkoming mag het maximumbedrag van 4.000 euro per academiejaar niet overschrijden.

Vergrote fotokopieën, per blad	0,20 euro
Transcriptie van cursussen (inclusief het scannen of coderen), in grote tekens of door ze op computer op te slaan (per 500 KB) of per blinddrukpagina.	1,60 euro
Vertaling van cursussen in Braille	1,60 euro
Branden op CD of DVD	30 euro per opname- uur

3.3 Beeldschermloep met dubbele camerafunctie voor gebruik op school

Medische voorwaarden

Op basis van de gegevens van het medisch dossier moet blijken dat het gezichtsvermogen van de persoon in kwestie ondanks een optische correctie aan het beste oog ernstig is aangetast, zoals bevestigd door een oogarts of door een functionele balans waarin wordt gepreciseerd dat de persoon in kwestie een visuele handicap heeft waardoor het onmogelijk is te lezen zonder gebruik te maken van dit materiaal.

Administratieve voorwaarden

Bij de aanvraag moeten de volgende documenten worden gevoegd:

- een verantwoordingsstuk waarin de aanwending van de gevraagde prestatie wordt verduidelijkt;
- een bewijs van schoolbezoek;
- een gedetailleerde prijsopgave;
- een keuringsbewijs opgesteld door een gespecialiseerde dienst (voor een eerste aanvraag).

Bijzondere voorwaarden

De aanvraag van een beeldschermloep met een dubbele camerafunctie dient verantwoord te worden enkel voor gebruik op school.

Herstelling

Onder “herstelling” wordt verstaan: de technische ingrepen die nodig zijn om problemen in verband met de goede werking van het materiaal te verhelpen, door middel van de eventuele vervanging van defecte of versleten onderdelen.

Wanneer de dienst PHARE een beslissing neemt over de toekenning van dit soort materiaal beslist hij tegelijk ook over de herstelling hiervan. Een tegemoetkoming van de dienst PHARE is pas mogelijk na de waarborgperiode van de verkoper: twee jaar vanaf de aankoopdatum of meer bij ene verlenging van de waarborg;

Uitzondering: Wanneer de schade geen aanleiding geeft tot een tegemoetkoming vanwege de verkoper tijdens de waarborgperiode wordt bij de aanvraag om tegemoetkoming een attest van de verkoper gevoegd waarin staat dat deze de herstelling niet op zich neemt.

Modaliteiten: tegemoetkoming in de kosten beperkt tot

Beeldschermloep met dubbele camerafunctie voor gebruik op school	6.450 euro
Herstelling	40 % van de waarde van de tegemoetkoming bij aankoop, toegekend over de totale gebruiksduur van het hulpmiddel

Gezien om gevoegd te worden bij het besluit 2023/2036 van het Lid van het College van de Franse Gemeenschapscommissie tot vaststelling van de lijst met modaliteiten en criteria van de tegemoetkomingen in verband met de hulpmiddelen voor insluiting bedoeld in afdeling 2 van hoofdstuk III en in afdeling 8 van hoofdstuk IV van het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 7 mei 2015 betreffende de individuele prestaties en hulpmiddelen ten behoeve van gehandicapte personen.

Voor het College,

Het collegelid bevoegd voor het Beleid inzake Bijstand aan Personen met een Handicap,

R. VERVOORT